

Idéologies du développement, enjeux socio-environnementaux et construction de l'aire métropolitaine de Concepción (Chili)¹

Ideologies behind the development and construction of the metropolitan area of Concepción (Chile)

Enrique Aliste

Université du Chili, Santiago – ealiste@uchilefau.cl

Guy Di Méo

UMR ADES CNRS – Université de Bordeaux – guy.dimeo@cnsr.fr

Raúl Guerrero

Université du Biobío, Concepción – raoulguer@hotmail.com

Résumé

En deux siècles et demi, Concepción est passée de la ville coloniale à la quasi-métropolisation. Cette dernière, d'ampleur limitée (aire urbaine de 700 000 à 800 000 habitants), n'en rattache pas moins le Grand Concepción contemporain au marché d'un monde désormais globalisé. Au cours de cette période, quatre formes idéologiques et culturelles des imaginaires du développement se sont succédé dans cette partie méridionale du Chili central : la Frontière coloniale et postcoloniale, la cité industrielle du pôle de développement (visant la substitution des productions nationales aux importations), la région inscrite dans une économie néolibérale imposée et contrôlée par la dictature militaire, la métropole mobile, partiellement convertie au secteur tertiaire et au consumérisme, noyée sous le discours environnementaliste et mystificateur du développement durable que le risque sismique tend ici à exacerber. En utilisant la méthode des formations socio-spatiales, cette recherche s'efforce d'éclairer, à travers le prisme des imaginaires du développement, les logiques de l'édification d'une aire métropolitaine en réseau (mondialisation) qui ne joue qu'un rôle directionnel médiocre pour sa région.

Abstract

In two and a half centuries Concepción went from colonial city to metropolization. Though this metropolization remains quite limited, since the urban area does not exceed 700-800 000 inhabitants, it nevertheless links the contemporary Grand Concepción to the market in a world that is now globalized. Four cultural and ideological forms of development representations have followed one another in this southern part of central Chile since the middle of the 18th Century : the colonial and postcolonial Frontier ; the industrial city of the strategic development area (aimed at replacing imports by national productions) ; the region fitting into a neoliberal economy imposed and controlled by the military dictatorship ; the mobile metropolis, partly converted to the service sector and to consumerism,

1 Recherche effectuée dans le cadre du Projet FONDECYT 1090248 « Huellas y dinámicas territoriales : imaginarios del desarrollo y prácticas de transformación del ambiente en el Gran Concepción » et FONDECYT 1120306 « Imaginarios del desarrollo y representaciones espaciales en el Gran Concepción : giros de la planificación urbana, postdesarrollo y elementos para una hermenéutica del (los) territorio(s) ».

but drowned under the mystifying discourse of sustainable development that the prevailing seismic risk tends to make into a mythologize. Using the method of socio-spatial formations and through the lens of successive representations of development, this research tries to throw light on the varied reasoning that led to the territorial construction of a network-linked metropolitan area, globalized but doing little to give its region direction.

Mots-clés développement, durabilité, environnement, globalisation, idéologie, imaginaire, métropolisation, région, territoire.

Keywords *development, environment, globalization, ideology, metropolization, region, representations, sustainability, territory.*

Au Chili, l'aire urbaine du Grand Concepción compte de 700 000 à 800 000 habitants. Elle constitue, à 500 kilomètres au sud de Santiago et à l'extrémité méridionale de la région centrale (36/37 ° de latitude sud), la troisième agglomération du pays, après celles de la capitale et de Valparaíso. Elle s'étend sur d'étroites plaines littorales et sur de basses collines (*cerros islas*) qui parviennent, à l'ouest, jusqu'aux rivages du Pacifique. Ces derniers sont tantôt découpés par des baies (Concepción, San Vicente) bordées de dunes, tantôt rocheux et ourlés de surfaces d'abrasion marine soulevées. À l'est, ces plaines s'interrompent au pied des modestes hauteurs de la Cordillère de la Côte (Cordillère Nahuelbuta au sud). Elles s'étalent aussi bien sur les deux niveaux de terrasses du fleuve Biobío, très élargies près de son embouchure, que dans les marais laissés par les anciennes divagations de son estuaire : marais de Rocuant et de la basse vallée du río Andalién au nord. Les zones d'habitation colonisent tous ces types de reliefs, en dépit des aléas d'inondation liés aux fortes pluies hivernales, malgré les risques que suscitent de fréquents séismes accompagnés de tsunamis sur ces rivages du Pacifique tout proches de la haute montagne andine.

D'un point de vue territorial et statistique, il existe trois définitions de l'agglomération *penquista* – Penco est l'ancienne ville principale de la région, située au nord-est de l'actuelle Concepción (figure 1). La plus stricte se limite aux six communes de la conurbation centrale. Il s'agit de son espace le plus densément urbanisé et industrialisé, quasiment de manière contiguë. Outre Penco, Concepción en est la ville la plus ancienne. C'est de loin la plus peuplée. Elle forme le cœur tertiaire et universitaire de l'aire métropolitaine en gestation qui porte son nom. Vers le nord, Hualpén et Talcahuano la relie aux baies de San Vicente et de Concepción. Au sud, les zones résidentielles de Chiguayante et de San Pedro de la Paz accompagnent les deux rives du Biobío.

L'Institut national de statistiques du Chili (INE) élargit cette conurbation à trois communes supplémentaires (une au nord, Tomé ; deux au sud, Coronel et Lota) pour dessiner un front Pacifique de 70 kilomètres de long sur une dizaine ou une vingtaine de large. L'argument de l'INE tient aux fortes interactions (échanges de main-d'œuvre en particulier) qui se nouent entre ces centres de tailles inégales.

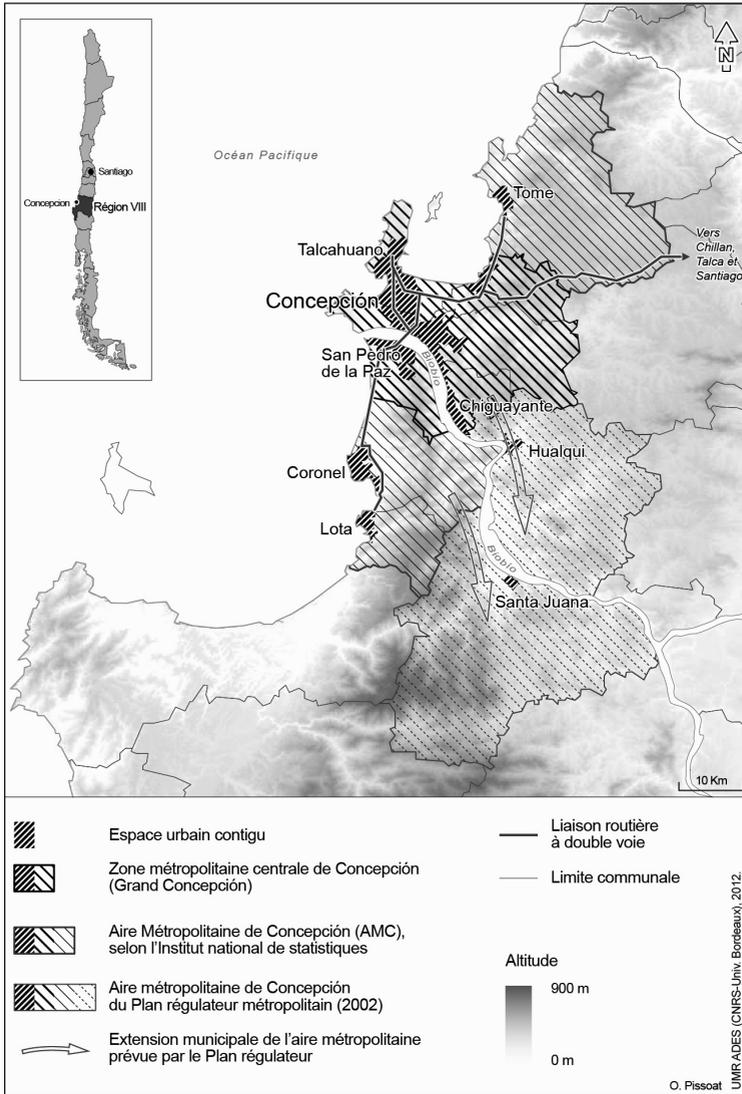


Fig. 1 L'aire métropolitaine de Concepción
The metropolitian area of Concepción

Le Plan Regulador Metropolitano de Concepción (2002) ajoute deux communes supplémentaires, toutes deux méridionales et intérieures, aux neuf précédentes. Il s'agit de Hualqui et de Santa Juana. Leur intégration à l'agglomération se justifie surtout dans une visée planificatrice à moyen terme, concevant le Grand Concepción comme une aire métropolitaine spontanée, encore en devenir, dont il convient de cadrer la croissance.

Notons que ce territoire fournit 10 % du PIB national et que ses ports (Talcahuano, San Vicente, Tomé, Penco, Lirquén, Coronel et Lota) expédient près de 30 % de la valeur de toutes les exportations du Chili. C'est le signe d'une économie largement extravertie, ouverte sur le reste du pays comme sur le monde. Ses marchandises empruntent les routes maritimes d'un océan Pacifique dont on sait la montée en puissance du rôle économique de ses rivages, surtout asiatiques et nord-américains il est vrai, à l'échelle mondiale.

Dans une optique géographique mettant l'accent sur les phénomènes économiques, sociaux, culturels et environnementaux susceptibles d'éclairer les logiques du développement², le cas de Concepción nous est apparu d'un grand intérêt. Les dynamiques socio-spatiales qui l'affectent depuis deux siècles ont transformé la Cité-État coloniale et postcoloniale, ouverte sur l'océan, en pôle industriel (à partir de 1950), avant de lui conférer, plus récemment, une forme et des fonctions de métropole régionale globalisée. Certes, il ne s'agit encore que de la marche vers une métropolisation. Elle va de pair avec la vie de réseau et d'échanges (*Gateway City*)³, la consommation de masse, l'instauration d'un marché généralisé et internationalisé à l'échelle mondiale.

Ce dernier avatar des destinées *penquistes* intervient dans un contexte idéologique nouveau, celui d'un imaginaire du développement durable ou soutenable, respectueux, dans le discours tout au moins, de l'environnement et de la biodiversité. Comment cette agglomération urbaine entre-t-elle dans ce nouveau paradigme de l'urbanisation (soutenable ?) de réseaux, sans renier ses héritages, c'est-à-dire en intégrant ses marqueurs plus anciens ? C'est à ce questionnement, portant sur l'articulation spécifique et actuelle des traces des imaginaires du

2 Le terme « développement » est entendu ici au sens d'une action humaine et sociale collective soutenue par une représentation positive, plus ou moins partagée, de l'idée de progrès. Ce dernier pourra être compris comme l'amélioration globale du bien-être et des conditions de vie (y compris, bien sûr, celles qui résultent d'une jouissance respectueuse et économe des biens communs environnementaux), obtenue au prix de la mise en œuvre d'un ensemble d'innovations techniques et économiques, culturelles par conséquent, s'appuyant sur des changements politiques et sociaux. Un tel développement, comme le progrès qui est censé l'animer, sont portés et imposés par un – ou des – groupes politiquement et économiquement dominants, voire hégémoniques. H. Théry écrit, dans *Les mots de la géographie*, que « le développement a pris le sens de stade supérieur de la croissance, atteint quand tout le programme a été accompli, quand l'équilibre stable et harmonieux a été trouvé. Le terme s'est substitué à celui de progrès, sans borne fixée d'avance, quand, peu après la seconde guerre mondiale, les pays industrialisés ont pris conscience de l'écart croissant qui les séparait des pays pauvres (désormais qualifiés de sous-développés), écart qui apparut alors insupportable ». Le terme de développement, à partir de la crise fordiste des années 1960-1970 sera de plus en plus usité pour évoquer une amélioration des situations locales et régionales. Cette acception n'est plus forcément liée à la croissance, au sens économique et global, mais plutôt à une recherche d'harmonie entre allocation de ressources et qualité de vie sociale et culturelle. Ce dernier sens introduit le concept de développement durable qui met l'accent, dans le souci de préserver l'avenir des sociétés humaines et de la planète, sur l'articulation entre efficacité économique, équité sociale et prise en compte précautionneuse de l'environnement.

3 La *Gateway City* est une ville de contact (ici essentiellement économique) entre diverses aires géographiques. Dans le cas de Concepción, elle fonctionne comme une porte (de sortie/entrée) entre un hinterland forestier et le monde (expéditions de bois, cellulose, papier). C'est une charnière entre les économies régionale et globale.

développement ayant imprégné, dans la longue durée, les territoires de l'agglomération de Concepción, que nous allons tenter d'apporter des éléments de réponse. Dans ce but, nous avons identifié quatre moments géographiques et historiques qui font de cette conurbation une sorte de banc d'essai des stratégies mondiales du développement. Cette richesse événementielle devrait nous placer dans de bonnes conditions pour tester l'hypothèse, assez flagrante à Concepción, d'une hybridation permanente de l'idéologie du développement et de son rapport à des imaginaires sociaux datés, générateurs de formes spatio-temporelles spécifiques.

Nous nous plaçons ici dans une perspective de géohistoire, en nous référant aux quatre matrices historiques et spatiales⁴ (Di Méo, Buléon, 2005) qui se sont succédé dans la région et que reprend, en les résumant, la figure 2. Notre objectif vise dès lors à élucider de quelle manière se sont sédimentés, au fil du temps, les représentations sociales et les imaginaires, forcément culturels, d'un territoire et de son développement.

Afin de comprendre et si possible d'expliquer ces phénomènes, nous avons choisi d'utiliser l'outil conceptuel de la *formation socio-spatiale* (Di Méo, Buléon, 2005). Rappelons qu'il consiste à analyser une situation géographique à l'aide d'une grille d'interprétation comportant quatre entrées ou instances : l'espace géographique dans sa matérialité et sa situation ; le système d'action économique à l'œuvre localement, en lien avec toutes les échelles qui le convoquent et concourent à son fonctionnement ; les représentations, les imaginaires sociaux et leurs idéologies qui établissent un jeu de valeurs et de croyances ayant cours dans le périmètre géographique étudié ; le pouvoir sous toutes ses formes localisées, dans ses figures les plus banales des rapports sociaux comme dans ses structures institutionnelles de gouvernement et de gouvernance, fonctionnant à plusieurs échelles, du local au national, voire à l'international. La démarche spéculative menée à l'aide de cet outil consistera à identifier, au fil du temps, les instances les plus actives. Elle visera aussi à en cerner les spécificités et les interactions. C'est dans le cadre des scissions historiques plus haut signalées que nous allons donc mener cette approche. Il s'agira de comprendre de quelle façon ces périodes successives, gérées par des logiques tant politiques que productives, mais aussi des idéologies (cultures) du développement très différentes, ont contribué à façonner l'espace contemporain de l'aire métropolitaine, en construction, de Concepción. Cet article montrera également de quelle façon l'AMC tisse aujourd'hui de nouveaux rapports, plutôt distants, avec les quarante-trois autres communes de la VIII^e Région chilienne, celle du Biobío (figure 3)... Communes qu'elle ne contribue guère à dynamiser.

4 L'idée de matrice historique et spatiale renvoie aux tendances profondes d'une époque. Elle résulte d'un mélange d'événements, de circonstances et d'actions concrètes dont certains traits s'inscrivent durablement dans l'espace des sociétés qui les produisent. Une telle matrice, comme le nom l'indique, tend donc à façonner les sociétés et leurs espaces. C'est dans ce tissu géographique matriciel que se dessinent des formations socio-spatiales plus ou moins spécifiques, des lieux et des territoires.

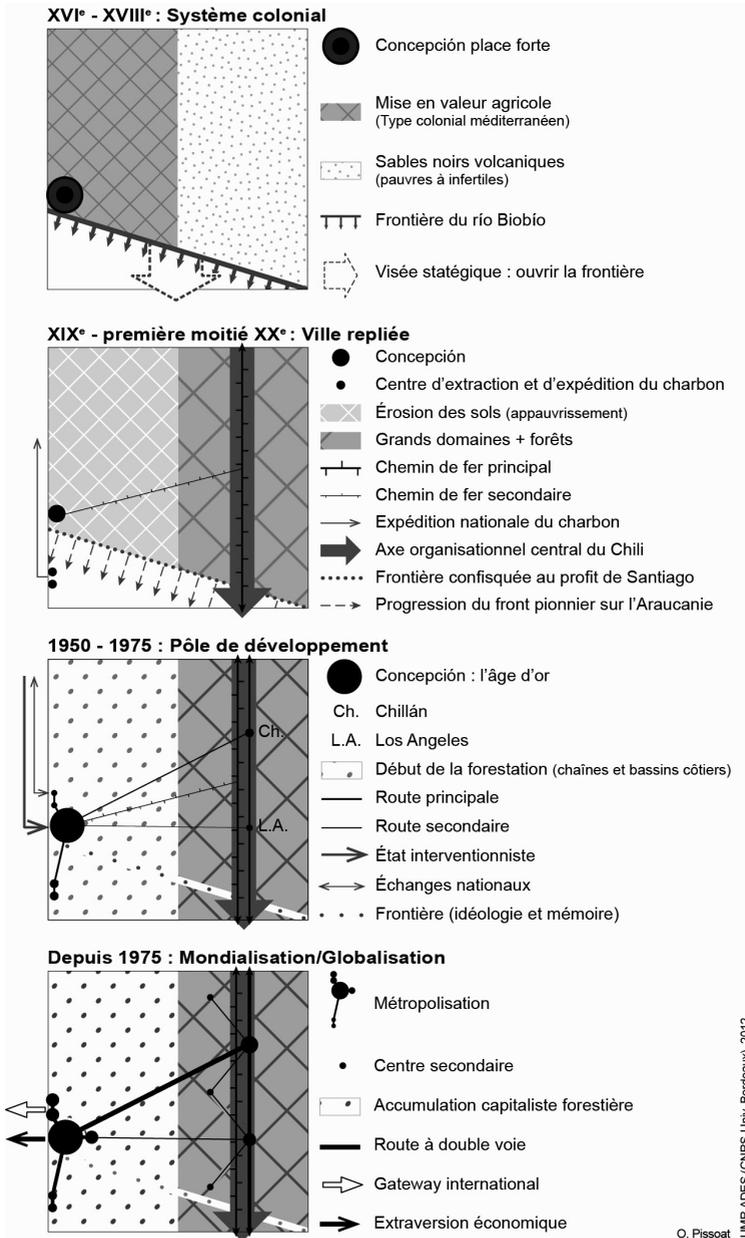


Fig. 2 Concepción : les matrices historiques et spatiales du développement
Concepción : historical and spatial patterns of development

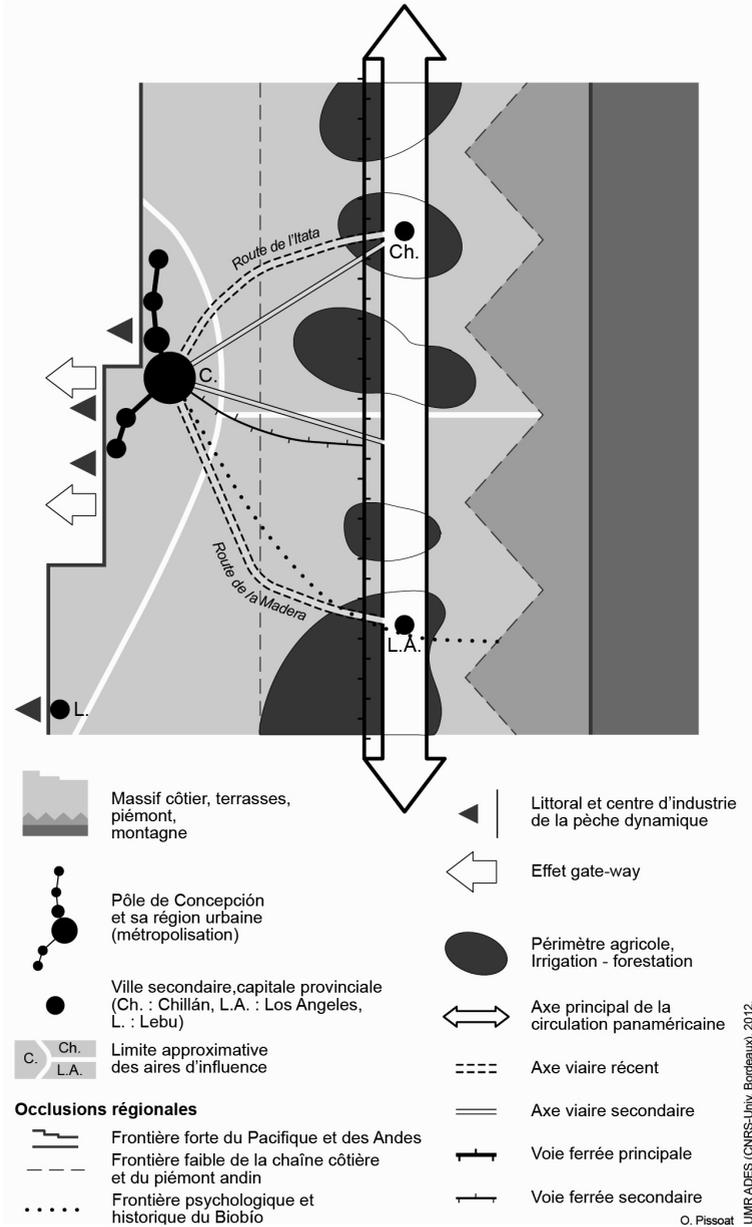


Fig. 3 Dynamiques spatiales de la Région du Biobío (VIII^e Région)
Spatial dynamics of the region of Biobío (VIIIth region)

1 Impératifs et traces géohistoriques modernes : une Frontière et une Cité-État

L'espace occupé par l'aire urbaine de Concepción constitua, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la partie occidentale et maritime d'une frontière coloniale dressée devant les territoires des communautés *mapuche*⁵. Pour quelles raisons cette capitale militaire, loin de servir de relais actif à la colonisation vers le sud, se replia-t-elle dans une sorte de fonction de Cité-État isolée de sa région (au sens large), ne regardant guère que vers Santiago ? La réponse à cette question capitale réside sans doute dans une série d'occasions perdues que nombre de traits géographiques et de circonstances historiques tendent à expliquer.

1.1 Trois siècles de frontière : la production d'une idéologie persistante

On retiendra en premier lieu que les tribus *mapuche* d'outre Biobío opposèrent une forte résistance aux conquérants espagnols. Ceux-ci ne parvinrent d'ailleurs jamais à les soumettre ; pas plus que n'y réussit, jusqu'à la fin du XIX^e, le nouvel État chilien indépendant. De ces contacts belliqueux subsiste encore, dans toute la région, le sentiment d'appartenir à une frontière : la Frontière ! Lorsque cette dernière s'ouvrit, les *penquistes*, alors trop faibles, car bloqués dans leur réduit côtier, échouèrent à coloniser les terres situées au-delà du Biobío. Les ressources trop limitées de la bourgeoisie locale, provenant d'une agriculture réalisée sur les sols pauvres du massif côtier, la privèrent d'une accumulation suffisante de capitaux susceptibles de financer un front pionnier. Dès lors, pour occuper et mettre en valeur les terres *mapuche*, une agence officielle d'immigration fut créée dans la capitale et fit venir des étrangers recrutés dans toute l'Europe. Le chemin de fer central chilien, construit à partir de Santiago, atteint Temuco, bien au sud de Concepción, en 1893. La réalisation de cette infrastructure majeure facilita la pénétration des nouveaux colons en provenance du Chili central et, parfois, de bien plus loin, par le relais de Santiago. Comme l'écrivaient Jean Borde et Romulo Santana (1980), « une colonisation consécutive à l'occupation militaire se propagea, à partir de chaque fort militaire, par la création de villages et de petites villes en bois. On procéda à des ventes aux enchères de terres qui donnèrent naissance à de vastes propriétés. On découpa aussi [...] des concessions de grande étendue livrées à des entreprises privées de colonisation ». Or, les habitants de Concepción et de son arrière-pays participèrent peu à ces entreprises. Ils furent dépassés par le flot humain et financier venu de Santiago : le centre politique qui orchestra cette opération. De fait, le centralisme chilien demeure

5 La question des revendications *mapuche*, très aiguë au sud du Biobío, est beaucoup moins présente dans l'aire urbaine de Concepción. Elle se manifeste de façon plus virulente dans certaines municipalités (celle de Tirúa par exemple) situées à la périphérie de la Huitième Région. Concernant l'agglomération de Concepción, on peut donc observer que la vieille frontière du Biobío demeure une réalité idéologique. Il n'empêche que nombre de descendants de Mapuche figurent dans les catégories les plus défavorisées de la population *penquiste* et occupent les espaces urbains les plus déshérités et les plus dégradés.

une constante dont on pourra mesurer les effets à l'occasion des phases ultérieures du développement local, jusqu'à nos jours⁶.

1.2 Une représentation pérenne de Cité-État ouverte sur l'océan

Malgré le renouvellement ultérieur de la population urbaine, l'esprit de cette époque a laissé des traces. Une idéologie amère des occasions manquées se mêle ici à la mémoire des représentations plus gratifiantes de la capitale militaire et administrative de la Frontière. Écartées en partie de la colonisation, les élites de Concepción eurent tendance à se replier sur elles-mêmes et à se resserrer autour d'une identité de Cité-État, regardant directement vers Valparaiso-Santiago, puis vers l'outremer. La défaite des mouvements régionalistes libéraux, confrontés au gouvernement centraliste et conservateur de Santiago, lors des révolutions de 1851 et de 1859 auxquelles les élites penquistes participèrent, les avait d'ailleurs préparées à ce repli dans un quasi réduit littoral. Après cet échec politique, pendant plus d'un siècle, les acteurs locaux attendirent tout de l'extérieur : de l'État national centré sur l'écrasante Santiago, de la mer et des ports, des échanges et des exportations... Sans pour autant ménager leur peine. Les trois grands moments (matrices historiques et spatiales) qui allaient suivre, à partir

6 En matière d'organisation territoriale, le Chili est divisé en quinze régions, numérotées de I à XV, y compris la région métropolitaine de Santiago. Un intendant (*intendente*), chef du gouvernement régional et président de son conseil, est nommé dans chacune d'elles par le Président de la République. Cet intendant représente donc, en région, le gouvernement du Chili. Dans la mesure où les gouverneurs des provinces (elles sont au nombre de 54 pour tout le pays, s'inscrivent dans un cadre régional et regroupent un nombre variable de communes) sont également désignés par l'autorité centrale chilienne, tout comme leurs conseils consultatifs, ce système politico-administratif reste marqué par un profond centralisme. Celui-ci ne se dément pas, même si, à compter de 2013, l'élection des conseillers régionaux (mais pas de l'intendant) se fait désormais au suffrage universel : une première, au Chili, depuis le rétablissement de la démocratie. En revanche, c'est à ce même suffrage universel que sont élus les conseillers municipaux et les maires des quelque 346 communes du pays. Ces dernières, surtout nombreuses dans les régions centrales du Chili, constituent les cellules très vivantes de la vie locale. Leurs moyens s'avèrent néanmoins très réduits dans la mesure où elles ne lèvent (pas plus d'ailleurs que les provinces et les régions) aucun impôt et ne perçoivent aucune taxe. Seules les régions ont un budget relativement conséquent qui leur est alloué par le Fonds national pour le développement, organisme dépendant du secrétariat pour le développement régional (SUBDERE), lui-même rattaché au ministère de l'Intérieur. On notera que ce mode d'attribution budgétaire ne peut qu'accroître le centralisme politique et administratif.

Les crédits des budgets régionaux sont principalement destinés à la création et à l'amélioration d'infrastructures, du type des routes, des ponts, des lycées, etc. En réalité, la plupart des investissements territoriaux relèvent de capitaux privés. C'est le cas du logement, des autoroutes, des universités, des centres commerciaux...

Dans le domaine de l'aménagement des territoires, des outils de planification existent aux trois échelons régional, métropolitain (responsabilité régionale) et local. Ce sont, pour la région, le plan régional de développement urbain, ainsi que les documents cartographiques qui peuvent accompagner la stratégie régionale de développement, ou encore des plans régionaux d'aménagement plus spécialisés (consacré au littoral, par exemple, pour ce qui concerne la VIII^e Région). Le plan régulateur métropolitain concerne, comme son nom l'indique, les aires métropolitaines (voir le cas de l'AMC). Dans tous les cas, il s'agit plus d'incitations, de définitions d'orientation que d'injonctions à l'aménagement et au développement. Seuls les plans régulateurs communaux, désormais réalisés à l'échelle des aires urbaines, un peu comparables aux plans locaux d'urbanisme français, ont théoriquement une valeur juridique et sont opposables aux tiers.

du milieu du XX^e siècle, ne firent que refléter cet état d'esprit. Le pôle de croissance (deuxième partie de cet article) est venu de l'État providence. Le régionalisme productiviste, compétitif et exportateur (troisième partie), a été imposé de Santiago par la dictature. L'ère actuelle du développement durable et de la globalisation épouse une idéologie environnementaliste mondialisée (quatrième partie). Reste que derrière cette apparente continuité, l'instauration du néolibéralisme par la dictature, à partir de 1974, a provoqué une profonde mutation : aux horizons nationaux du marché des biens industriels de base se sont substitués ceux, bien plus larges, du marché mondial.

1.3 Aléas naturels et poids historique de l'instance géographique

Dans ce contexte, les aléas naturels prirent fréquemment une tournure dramatique. De violents séismes, souvent accompagnés de raz de marée (tsunamis) dévastateurs, remirent périodiquement en question des établissements humains qui occupaient, au nord du Biobío, des positions de défense face aux *mapuche*. La ville de Penco, fondée en 1550, située dix kilomètres au nord-est de l'actuelle Concepción, sur la rive sud-est de la baie, constituait la position urbaine la plus avancée vers le sud, face aux territoires *mapuche*. Mal protégée de leurs incursions, minée par les épidémies et détruite à quatre reprises par de violents tremblements de terre (1570, 1657, 1730 et 1751), elle fut déplacée, au lendemain du dernier de ces séismes, sur le site actuel de Concepción. Pourtant, cette dernière ne fut pas plus épargnée que Penco par les secousses telluriques. C'est l'une des plus terribles d'entre elles, celle de 1939, qui amorça un tournant décisif dans l'histoire de la ville et de sa région, inaugurant, à l'instigation d'un gouvernement populaire très interventionniste, une nouvelle économie régionale et un nouveau mode de production de l'espace.

De toute évidence, il apparaît qu'une destinée originale, à la fois urbaine et régionale, s'est élaborée ici, sous l'emprise dominante de l'instance géographique, temps et espace confondus. N'est-ce pas, en effet, la matérialité des lieux, au sens de la force des éléments (séismicité, tsunamis, inondations, agents pathogènes, puissance du fleuve faisant obstacle à la circulation), de l'effet des distances (éloignement de Santiago, difficultés de communication, situation de bout du monde), de la présence amérindienne hostile aux conquérants qui explique, compte tenu des moyens mobilisables à l'époque, le ralentissement de la marche vers le sud ? Ces circonstances pourraient aussi avoir contribué à la production d'un imaginaire collectif de résistance, vis-à-vis de la nature et des *mapuche* : soit un double ressort d'action, à la fois identitaire et de résilience. Imaginaire aussi de convoitise de toutes ces ressources (foncières et agricoles, forestières, minières) longtemps inaccessibles, puis accaparées par d'autres, venus d'ailleurs. Que cet état d'esprit ait engendré une idéologie exaltant les vertus de l'action humaine s'imposant à la nature, mêlée à la frustration de n'avoir pu capter ses ressources et au désir, compensatoire en quelque sorte, de s'ouvrir à d'autres choses, venues d'ailleurs, est probable. C'est tout au moins une hypothèse que l'on peut faire.

Ainsi, l'étape de la Frontière dévoile les contours d'une région naissante, réduite à la ville et à son arrière-pays quasi-immédiat, forgée en fonction d'impératifs géographiques par les groupes humains d'origine hispanique qui s'y installèrent à partir du XVI^e siècle. Ces logiques tenant à l'espace social s'imposèrent dans un contexte, encore colonial, de conquête menée avec difficulté par une société instable, mouvante et en hybridation permanente, recevant le secours timide d'un État centralisé (Santiago assurant le relais politique de la vice-royauté de Lima) dont la portée géographique du pouvoir s'épuisait ici. L'idéologie d'une nature résistante mais maîtrisable, pourvoyeuse de ressources potentiellement illimitées, s'imprime encore dans cet espace qui en constitue toujours le langage. L'attente de solutions venues d'ailleurs, de Santiago, de l'étranger, s'est un temps installée dans une société quelque peu frustrée de n'avoir pu saisir l'opportunité de s'enrichir sur ce front pionnier tant espéré, au sud du Biobío. Pour autant, depuis l'instauration au Chili d'un libéralisme économique à plus d'un égard « sauvage », les *penquistes* ne spéculent plus sur les ressorts d'une économie strictement nationale. Leurs élites, plus largement une majorité des classes de la société en position d'agir sur leur sort, sont persuadées que le recours à une clientèle comme à des fournisseurs internationaux de tous ordres est essentiel et dépend, avant tout, de leurs propres capacités à les démarcher.

2 L'invention du développement par le recours à l'industrialisation

Bien avant que de telles mentalités ne fassent souche, devant les effets cumulés de la crise des années 1930 et des destructions imputables aux tremblements de terre, le nouvel État dirigiste avait réagi, dès 1938. Il jeta les bases d'une politique qui se dessinait alors à l'échelle du monde capitaliste, à l'instigation des États-Unis (discours du 20 janvier 1949 du Président H. Truman). Cette politique visait à encourager le rattrapage des retards économiques que les nations du monde libre enregistraient alors par rapport à l'Amérique du Nord, particulièrement dans les régions les plus pauvres de leurs territoires. Il s'agissait de la mise en œuvre de ce que l'on appela, à partir de cette époque, la lutte contre le sous-développement. Elle devait s'efforcer de réduire, puis de faire disparaître les retards structurels, économiques et sociaux, enregistrés par les nations et les régions, dites sous-développées.

2.1 Le pôle industriel de croissance : un marquage durable

Dans leur déclinaison géographique, ces mesures reposaient sur deux principes majeurs. L'un s'appuyait sur la consolidation d'armatures urbaines, jugées trop souvent déséquilibrées en Amérique latine. L'autre reposait sur la création de pôles de croissance (Perroux, 1955), soutiens futurs, justement, de telles armatures. Ces pôles reposaient principalement sur l'installation d'industries lourdes, supposées

industrialisantes. Au Chili, comme dans la plupart des pays d'Amérique latine, ils furent d'emblée conçus pour produire des biens se substituant aux importations coûteuses dont la charge sur la balance commerciale aggravait la dépendance nationale vis-à-vis des grandes puissances exportatrices.

Cette transition essentielle fut préparée, dès la période du Front Populaire et la présidence d'Aguirre Cerda (1938-1941), par la fondation de la Corporación de Fomento de la Producción – CORFO –, véritable agence publique de développement. Dans le cas de Concepción, cette politique se traduisit, en 1950, par la mise à feu de l'établissement sidérurgique de la Compañía de Aceros del Pacífico (CAP), société à capitaux mixtes, chiliens et nord-américains, sise à Huachipato, sur la commune de Talcahuano, une dizaine de kilomètres au nord de Concepción. La formation de ce pôle industriel donna une impulsion remarquable au développement économique de la région. Entre 1942 et 1971, le nombre des établissements industriels passa de 200 à 536. La main-d'œuvre s'accrut de 13 000 à 35 000 travailleurs de l'industrie. Aux établissements de la métallurgie et de la mécanique s'ajoutèrent les chantiers navals de l'armée (ASMAR), une cimenterie puis, en 1961, une raffinerie capable de traiter plus d'un million de tonnes de pétrole (Empresa Nacional del Petróleo – ENAP), soit 40 % des besoins du Chili. Elle fut complétée par tout un cortège d'unités pétrochimiques, dont celles de la Sociedad Petroquímica de Chile, associée à *Dow Chemicals*.

2.2 L'empreinte profonde (matérielle et idéelle) du sacrifice des milieux naturels

Ainsi prenait forme, derrière les réalités de l'industrie et de la difficulté pour se loger⁷, un imaginaire du développement qui retrouvait des accents prométhéens plus anciens, ceux d'une action humaine déjà aguerrie à l'affrontement de l'adversité : la nature, le sauvage, les Indiens, etc. Il est symptomatique de constater que les nouvelles zones industrielles et portuaires, bâties dans le cadre du pôle de développement, au même titre que nombre de nouvelles cités d'habitations, furent localisées sans la moindre prise en compte de l'environnement pourtant bien fragile : entre Concepción et Talcahuano où les zones humides ne manquaient pas. Ces zones humides furent remblayées, de vastes espaces furent asphaltés et

7 La population des communes de Concepción et de Talcahuano augmenta à un rythme annuel voisin de +3 % à +4 %, entre 1940 et 1970. Un mouvement sans précédent d'urbanisation de l'espace s'engageait. Il se poursuivit jusqu'à la période actuelle, pour les deux communes, à la cadence d'une centaine d'hectares par an environ, soit une multiplication par près de 4 (3,5 entre 1955 et 2006) des surfaces urbanisées. Au cours des années 1950, la commune de Concepción gagna plus de 5 500 habitants par an. Dès 1952, il manquait quelque 10 000 logements dans la ville et les destructions des séismes de 1960, 1962, 1974 et 1975 ne firent qu'aggraver la situation. Pourtant, les constructions de cités d'habitation effectuées par la Caja de Habitación Popular comme par la CAP ne furent pas négligeables. Elles se concentrèrent au sud de la baie de Concepción, dans le triangle Talcahuano – Concepción – Penco, souvent sur la frange des marais de la zone Rocuant-Andalién (cf. figures 4 et 5). Citons, parmi ces lotissements : Villa les Cóndores (1962), Villa Capataces CAP et Villa Acero (1965), Villa Collao (1966), etc.

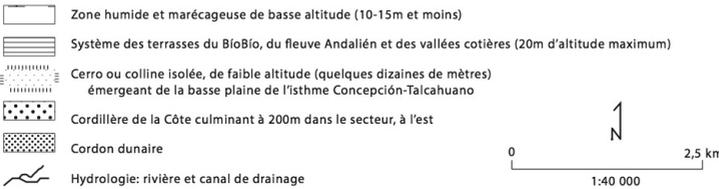
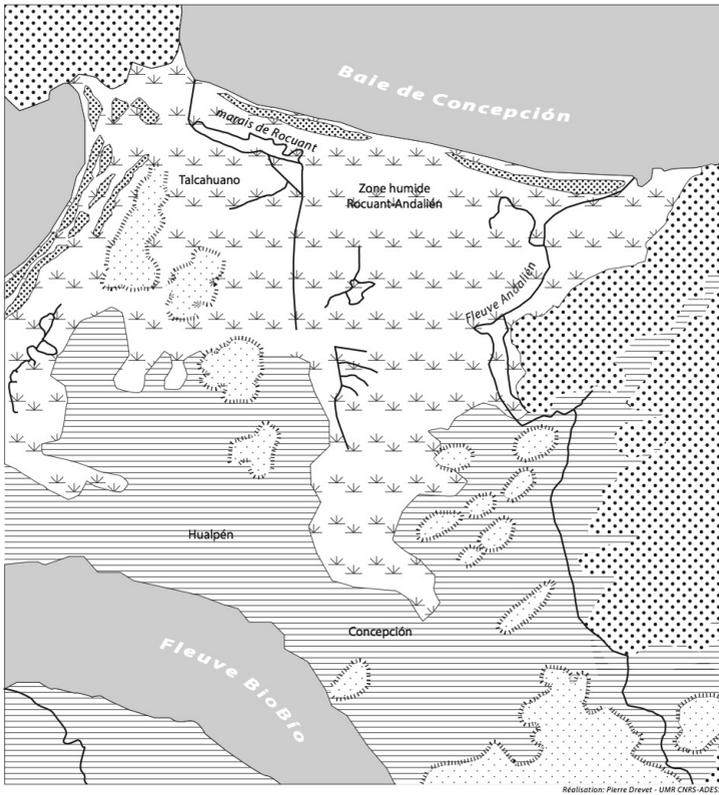
bétonnés, des fossés de drainage des marais furent canalisés, parfois comblés ; ordures et déchets industriels très polluants furent rejetés, sans précaution, dans l'air, dans les sols et dans les eaux courantes ou dans celles des marais...

Ce développement fit donc litière des milieux dans lesquels il prenait place (figure 5). Ce n'est guère étonnant ! Il s'effectua en effet dans un contexte idéologique où l'idée de progrès économique (plus que social ?) ne se concevait qu'en rapport avec des modes opératoires privilégiant surtout l'industrie et la technique. La nature devait se plier à ces exigences. D'ailleurs, les sols industrialisés et urbanisés étaient réputés sans intérêt, à une époque où la notion de valeur environnementale n'avait pas encore cours. Ils portaient des noms alors péjoratifs : *pantanos*, *marismas*, *suelos desnudos* malgré leur couverture herbacée ; réputés nus et stériles parce que privés de réelle valeur agricole, sans égard pour leur richesse biophysique. On ne les qualifiait pas encore, comme de nos jours, de zones humides (*humedales*), au sens de terres porteuses d'une forte signification environnementale en regard de la biodiversité qu'elles abritent et du recyclage des eaux qu'elles autorisent. Pour les imaginaires du développement des années antérieures à la décennie 1990, il ne s'agissait que de terres inutiles et improductives à conquérir par l'industrie ou par la ville. C'était là un autre paradigme du développement. S'il était bien différent de celui qui prévaut aujourd'hui, il n'a pas manqué d'influencer en profondeur, et pour longtemps, les imaginaires locaux du développement et de la croissance (Aliste, 2013).

2.3 Réalités de l'agglomération industrielle et hybridation de l'imaginaire territorial

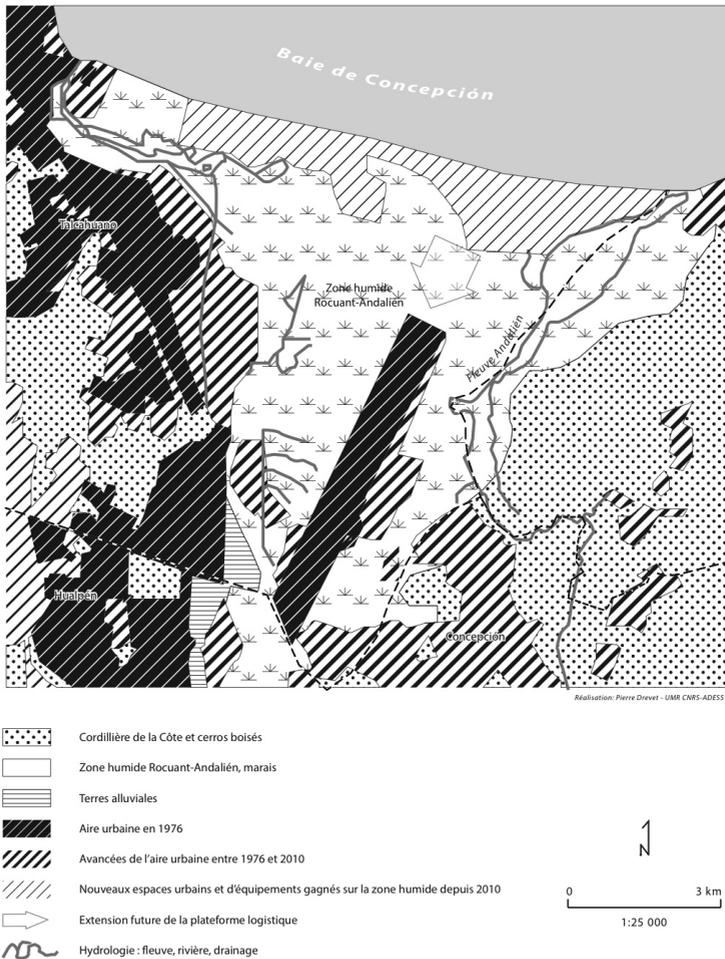
Sur un plan géo-économique, un tel pôle fonctionnait à deux échelles : celle, locale et productive, de la nouvelle aire urbaine qui se dessinait et attirait des populations nombreuses de travailleurs venus de tout le Chili ; celle, nationale et commerciale, des besoins industriels de l'ensemble du pays. Ainsi se profilait un triptyque caractéristique des années 1950 et 1960 : industrialisation, organisation urbaine et régionale hiérarchisée de l'espace, ébauche d'une planification spatiale très flexible avec le *Plan Regulador Intercomunal de Concepción* datant de 1963. La constitution du pôle amorça celle d'une aire urbaine, de Talcahuano à Concepción. Étroitement associés à cette dernière pour le logement et les services, les périmètres industriels de Talcahuano consommaient aussi l'eau du Biobío et l'électricité de la centrale proche d'El Abanico. Quant aux ports des baies de San Vicente et de Concepción, ils acheminaient le minerai de fer et les houilles à coke, expédiant en retour les livraisons des usines locales. Ainsi se précisait, en cumulant les fonctions productives, circulatoires, résidentielles, commerciales, de service et de gestion, l'image d'un territoire microrégional industriel « sur l'eau » (comme on disait alors), centré sur l'ancienne capitale de la Frontière.

Dans ces conditions, une idéologie du développement se forgea et s'ancre durablement dans l'aire urbaine en formation de Concepción – Talcahuano. Introduite de l'extérieur, elle se caractérisait par des politiques faisant intervenir les idées et les méthodes du *new deal* rooseveltien, de l'État providence, du



PROJET DE RECHERCHE FONDECYT 1120306-CHILI

Fig. 4 Les éléments du milieu naturel : baies marines, zone humide de Rocuant – Andalién, cerros et Cordillère de la Côte, estuaire et terrasses du Biobío
The elements of the natural environment : Rocuant – Andalién wetland, Coastal Cordillera, Biobío estuary and terraces



PROJET DE RECHERCHE FONDECYT 1120306-CHILI

Fig. 5 Évolution de la trace urbaine dans la zone humide Rocuant – Andalién
Evolution of the urban imprint in the Rocuant – Andalién wetland

fordisme et de la substitution de biens industriels nationaux aux importations (propre alors à toute l’Amérique latine). Cette idéologie remet en question le système régional tel que l’esprit de la Frontière et l’enkystement de Concepción l’avaient de longue date façonné. À y regarder de près, les nouvelles cohortes d’activités secondaires n’ont pas vraiment élargi ce petit cadre régional. Les industries ont, d’une certaine façon, fixé la population sur l’axe Concepción

– Talcahuano. L'urbanisation, sous forme de cités d'entreprises, de quartiers d'autoconstruction plus ou moins précaires, voire de promotion immobilière publique ou privée, a considérablement étoffé Concepción, la reliant en partie à Talcahuano, elle-même frappée par une explosion urbaine. Le pôle industriel et le couple économie mixte/idéologie du développement substitutif, porté par une instance politique volontariste et interventionniste, ont produit un nouvel espace ignorant toute valeur proprement environnementale. Il s'agit du territoire de la conurbation Concepción – Talcahuano, relié aux autres villes et ports chiliens, tous consommateurs de ses bases industrielles et de ses biens manufacturiers.

Cet imaginaire du développement bouleversa l'instance géographique héritée de la colonie et des premiers temps de l'indépendance. En rupture avec les vieilles industries textiles et les moulins de Tomé, sans rapport avec les mines de charbon de Coronel et de Lota déjà déconnectées de Concepción, cette phase de l'industrialisation engendra un prolétariat urbain et des formes ségrégatives accentuées d'occupation de l'espace. De nouvelles mentalités ouvrières et d'entreprise virent le jour, transformant les imaginaires plus anciens. Cependant, pas plus que les enjeux pesant sur la terre ou sur les forêts ne s'effaçaient, le fond historique de l'esprit *penquista* ne capitulait pas. Quant aux espaces, quant au sol et au sous-sol, quant aux eaux et aux forêts, ils étaient plus que jamais à conquérir, en termes de représentations sociales, sans le moindre souci environnementaliste. La période de la dictature, à partir du milieu des années 1970, allait, d'une certaine façon, réactiver un tel imaginaire prédateur, considérant l'espace et la nature comme un ensemble de biens, de ressources d'aubaine à saisir, afin de s'en emparer sans précaution ni limite.

Auparavant, le gouvernement de l'Unité Populaire⁸ n'avait pas modifié le schéma d'une aire urbaine et industrielle du Grand Concepción en pleine expansion. Il favorisa seulement la promotion de nouvelles cités résidentielles, souvent coopératives, dans les interstices que laissaient les croissances encore séparées de Talcahuano et de Concepción. En revanche, à partir de 1974, la dictature de Pinochet modifia considérablement les approches et les représentations du développement dans ces basses terres du Biobío.

3 Néolibéralisme, globalisation et métropolisation

L'État militaire et dictatorial instaura un mode de production néolibéral faisant la part belle aux investisseurs et entrepreneurs privés. Ce modèle fut établi dans un contexte de déréglementation des ponctions opérées par les entreprises sur les ressources naturelles, ainsi que de libéralisation des conditions de l'emploi des travailleurs. Cet assouplissement des normes de protection des biens communs accaparés par de puissants groupes internationaux et des règles limitant l'exploitation du travail s'accompagna d'un encadrement militaire autoritaire et violent. La

8 Celui de la présidence de Salvador Allende (1970-1973).

population, quasiment privée de droits civiques et sociaux, fut réduite au silence. L'État favorisa de la sorte une économie d'entreprise très ouverte aux capitaux internationaux, qui maintenait à un bas niveau les coûts salariaux. Dans ce cadre, l'idéologie officielle et son bras politique amenèrent les différentes régions du pays à développer, chacune à sa mesure, un système économique compétitif sur l'échiquier international.

3.1 Un territoire – laboratoire du néolibéralisme

Dans le cas de la Huitième Région, celle de Concepción, il n'était plus question, pour l'État, de soutenir des industries plus ou moins compétitives, dans le seul but et avantage de substituer leurs productions à des importations. Pour les *Chicago boys* et leurs émules, attachés à l'abolition de tout obstacle aux échanges internationaux, chaque région se devait de privilégier une économie libre de toute entrave, capable de trouver des marchés rémunérateurs et profitables n'importe où dans le monde.

Confrontées à cette contrainte, les industries de Concepción marquèrent le pas. Nombre d'établissements fermèrent leurs portes et des entreprises firent faillite. En revanche, l'exportation des denrées et des biens tirés du sol et du sous-sol, ou obtenus par le secteur agroalimentaire et de la pêche, du type des conserveries et des fabriques de farines de poisson, connut une prospérité sans précédent. Les unités traitant les produits de la mer s'égrainèrent autour des baies de Concepción (Talcahuano) et de San Vicente, ainsi qu'à Coronel, au sud. Elles rencontrèrent un vif succès, surtout dans les années 1970 et 1980, avant que ne s'épuise une bonne part des ressources pélagiques de l'océan voisin. De la même façon, dans l'arrière-pays, sur les versants aux sols pauvres et épuisés de la Cordillère de la Côte, la forêt plantée (*Pinus radiata*) par des entreprises capitalistes couvrit de vastes superficies (Guerrero, 2013). Les exportations de bois obtenu à bas prix, celles de cellulose et de pâte à papier (usine de San Pedro) vinrent s'ajouter aux tonnages de produits de la pêche pour remettre au goût du jour une économie exportatrice de biens primaires peu transformés.

Au prix de nombreuses conversions, une partie des usines de l'ancien pôle continua à fonctionner. L'État, privilégiant les appels aux capitaux privés, s'engagea dans une politique d'équipement du territoire. Des liaisons routières, mais aussi de nouveaux espaces de services virent le jour, de même qu'un nouveau pont sur le Biobío. L'urbanisation s'effectua selon un modèle ségréatif plus affirmé que jamais. À Concepción, les secteurs ouvriers du nord de l'aire urbaine, de même que les *poblaciones callampas* (habitat précaire) des rivages du Biobío se transformèrent en ghettos de pauvres. Au sud du fleuve, sur le littoral, les anciennes cités ouvrières et minières de San Pedro, de Coronel et de Lota connurent le même sort. En revanche, les populations favorisées se concentrèrent au sud de Concepción, vers Chiguayante (rive droite du Biobío) et, plus encore, sur les hauts de San Pedro de la Paz, en face de Concepción, sur la rive gauche du fleuve. La ville-centre renforça quant à elle sa fonction résidentielle réservée aux catégories aisées de la population métropolitaine (figure 6).

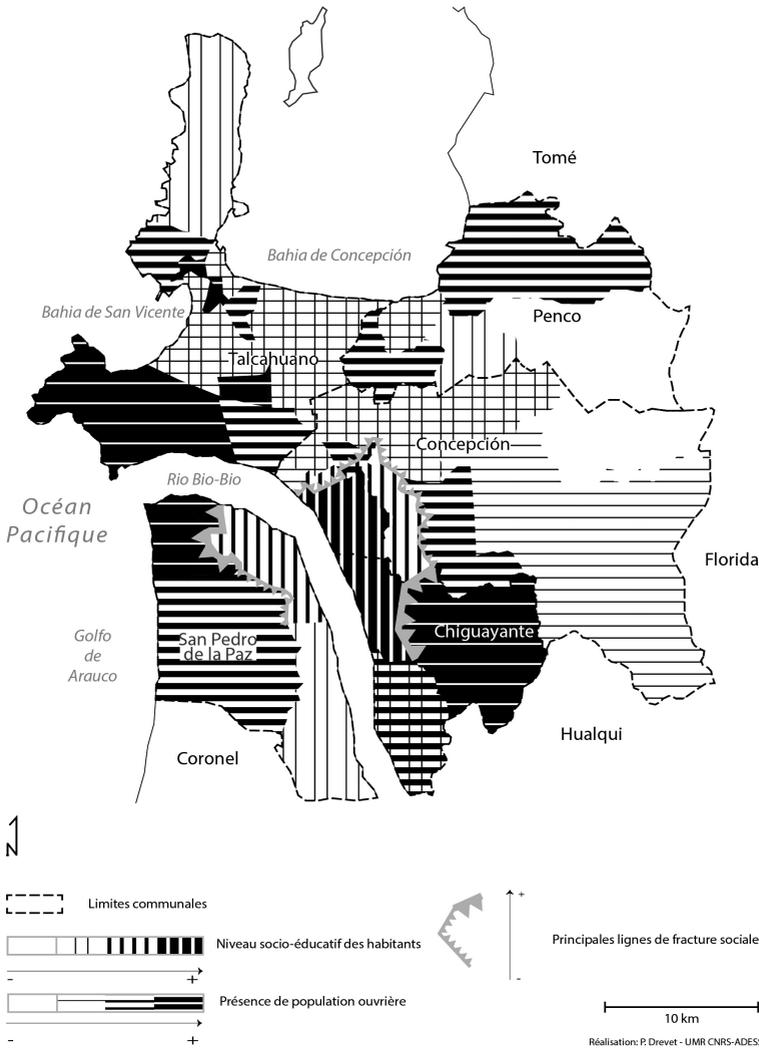


Fig. 6 Différenciations et fractures socio-spatiales dans l'aire métropolitaine de Concepción
Specialization and socio-spatial divisions in the Concepción metropolitan area

3.2 Urbanisation et métropolisation : la nature encore oubliée

L'ère néolibérale n'épargna pas plus l'environnement que celle qui avait marqué l'avènement du pôle de croissance. Le bilan écologique du dernier demi-siècle tourne souvent au désastre (figure 5). Ce que la période du retour à la démocratie a cependant apporté, surtout depuis le début des années 1990, c'est une certaine forme de prise de conscience des problèmes environnementaux. Celle-ci s'est

opérée alors que l'aire urbaine s'étendait à onze communes, dans le cadre desquelles se multiplièrent les productions d'espaces spécialisés, destinés à recevoir les activités associées à la diffusion de l'économie productive et résidentielle d'une métropole régionale. Ainsi, de nouveaux complexes de transport ont vu le jour depuis vingt ans. L'aéroport *Carriel Sur* aligne ses pistes dans les zones humides de Rocuant-Andalién où une plateforme logistique multimodale est récemment sortie de terre, dans un entrelacs de voies de liaison autoroutières et de nouveaux quartiers résidentiels. À l'échelle métropolitaine, un réseau de *biobus* et surtout de *biotrans* répond, en partie seulement, aux nouvelles exigences de déplacement, tout en s'efforçant de réduire l'empreinte écologique des transports urbains. Son efficacité laisse pourtant à désirer dans la mesure où il ne parvient guère à réduire les flux de la circulation automobile et des microbus privés. Des centres commerciaux et de services (Mall Plaza del Trébol en 1995, Mall Plaza Ribera Norte en 2011) complètent les équipements, hôteliers en particulier, qui accompagnent l'aéroport. La ville de Concepción concentre pour sa part les services de niveau supérieur, destinés aux entreprises comme aux personnes. Elle regroupe les bâtiments universitaires d'enseignement et de recherche, ainsi que l'essentiel des administrations locales et régionales. En matière résidentielle, l'agglomération juxtapose des aires de niveaux sociaux variés, allant du lotissement précaire à la *gated community* réservée à des familles aisées (figure 6). Des stations balnéaires et de détente apparaissent, à l'image de Dichato, au nord-est de la baie de Concepción.

Aboutissement d'un long processus de croissance, initié depuis 1950, l'espace de cette agglomération en voie de métropolisation a connu trois formes successives de diffusion urbaine. Le pôle industriel a généré, surtout entre Concepción et Talcahuano, une urbanisation en tache d'huile (*por acreción*, ou agrégation, comme l'indiquent les documents d'urbanisme) des plus classiques. En revanche, la croissance des années 1970 et 1980 a progressé de manière *tentaculaire* (selon les mêmes sources), plus sélective, en suivant les axes de communications tracés vers le sud ou entre les différents centres de la conurbation. Depuis les années 1990, une troisième modalité, dite en *saut de grenouille* (*salto de rana*), dessine, entre sa dizaine de centres, le schéma polynucléaire d'une agglomération dont la métropolisation s'affirme.

3.3 Une métropolisation plus globale que régionale

Ce qui accrédite parfaitement cette thèse de la métropolisation, c'est, en particulier, l'observation que cette « grappe urbaine » (Lussault, 2013), en cours de formation, entretient des relations plus intenses avec ses avant-pays maritimes, national et international, qu'avec son arrière-pays continental, de proximité ou régional. À l'image de ce que décrit Michel Lussault, plus haut cité, à propos de la métropolisation au sens générique, tout se passe ici comme si « les voisinages topologiques, liés aux connexions urbaines d'échelle mondiale, imposaient leur emprise, parfois jusqu'à contrarier les besoins des entourages topographiques, c'est-à-dire ceux de la proximité physique immédiate ». Dans le cas des rapports

de Concepción et de sa proche région, on peut même affirmer que cette césure géographique entre la métropole et son environnement immédiat (sorte de déterritorialisation locale ou régionale) trouve dans la longue durée historique, de l'occupation espagnole au début du XX^e siècle, des antécédents fondateurs.

L'un des aspects les plus flagrants de la métropolisation réside dans la densité et dans l'intensité des communications qui se développent entre les divers nœuds fonctionnels de l'agglomération. On constate que de Coronel et de Lota à Penco, mais surtout à partir et autour de Concepción, les routes et les autoroutes urbaines (figure 1) qui voient le jour depuis une dizaine d'années permettent une circulation plus fluide qu'auparavant, d'un centre de la métropole naissante à l'autre. Sur le plan juridique, elles correspondent à un modèle de concession d'ouvrages publics financés et exploités par des entreprises privées⁹. En somme, reliés par ces nouveaux axes de communication, les centres urbains hiérarchisés, représentés sur la figure 1, dessinent une forme métropolitaine se mettant en place autour de Concepción. La dite forme se compose de fragments urbains résidentiels aux tonalités sociales différenciées, d'espaces d'activités de tous ordres (industriels, portuaires, tertiaires), de *shopping malls* et de « commutateurs de mobilité » (Lussault, 2013) : surtout en fait le nouvel aéroport et la récente plateforme logistique de Rocuant-Andalién.

Un autre trait de cette métropolisation, plus ou moins séparée de ses maigres racines régionales, se retrouverait dans l'évolution sociale et économique de la Cordillère de la Côte. Là, la vieille polyculture paysanne n'a-t-elle pas fait place, après une phase intense d'exode rural, à d'épais boisements qu'exploitent les groupes capitalistes exportateurs de matière brute et de pâtes à papier ? Sur ces pentes, le désert laissé par le départ des paysans, accentué par l'invasion des conifères, se substitue aux anciennes occupations peuplantes du sol. Or, ces dernières produisaient des rapports ville/campagne tissant des liens territoriaux beaucoup plus forts que ceux d'aujourd'hui.

On décèlerait aussi quelques marques supplémentaires de cette métropolisation, peu soucieuse de son arrière-pensée et prenant le pas sur la régionalisation, dans la situation de vacance d'un leadership politique régional que déplorait, lors de nos enquêtes (Guerrero, 2000, 2002), les maires de nombreux municipes de la Huitième Région.

Au total, Concepción et son agglomération métropolitaine entrent parfaitement dans les logiques de la mondialisation contemporaine : positionnement sur des marchés internationaux, « maritimisation » croissante des échanges, attention particulière portée à la logistique, fluidité et connectivité des communications, déréglementation ultralibérale de la production, fragmentation et hiérarchisation extrême des espaces à fortes doses de ségrégation... Il est à noter que le régime

9 Les huit principales communes de l'aire métropolitaine, les plus littorales, sont désormais reliées par un système de liaisons rapides à double voie, de même que Concepción est rattachée de la sorte à Chillán, puis Talca et Santiago, par une autoroute empruntant le sillon central chilien. Ce dispositif n'évite pas, dans l'agglomération, de fréquents bouchons et embouteillages.

d'urbanisation généralisée, *grosso modo* organisé selon la figure géographique et fonctionnelle de la métropolisation, se révèle, ici comme ailleurs, le modèle le plus adapté à l'intégration d'un espace, d'un lieu, d'un territoire au nouveau monde globalisé. Ce dernier ne représente-t-il pas une sorte d'entité se nourrissant des innombrables territoires de l'habitation humaine qui en constituent, à toutes les échelles, le tissu ?

La forme comme les fonctions urbaines déploient donc tous les signes de la métropolisation. En revanche, le gouvernement (*top down*) et la gouvernance (*bottom up*) de cette nébuleuse fragmentée manquent cruellement d'une organisation commune (pour le premier) et d'un élan populaire (pour la seconde), susceptibles de la gérer et de promouvoir en son sein une démocratie participative. En fait de pouvoir métropolitain, par-delà des municipalités sans grands moyens ni autorité sur l'ensemble de l'aire urbaine, le seul acteur collectif repérable reste, bien que peu démocratique et peu représentatif des citoyens à cette échelle, le gouvernement régional de la Huitième Région. Or, cette instance, seule habilitée pour l'heure à représenter, par défaut, la métropole, étend ses compétences aux territoires des 54 municipalités qui composent la région. Du coup, le Grand Concepción, finalement pas si grand que cela, se noie dans cet ensemble souffrant d'un déficit d'intégration et porteur d'intérêts comme d'aspirations bien hétéroclites. C'est dire que la métropole – *gateway city* supposée – ne représente pas une force politique et sociale parvenant à la hauteur des capacités formelles, humaines et économiques que traduisent son espace de réseaux quasi spontané et son rayonnement portuaire.

4 Les ambiguïtés d'une idéologie environnementaliste désormais omniprésente

De nos jours, l'imaginaire environnementaliste et écologique, omniprésent dans le discours et dans quelques plus rares réalisations et aménagements, façonne l'instance géographique de l'aire métropolitaine de Concepción. Mais que cache cette représentation véhiculée, entre autres, par les documents de planification et d'urbanisme¹⁰, ou le discours tant politique que publicitaire, celui aussi des médias et des marchands ? Ne s'agit-il pas d'une sorte de mystification, d'un leurre destiné à détourner l'attention de problèmes sociaux persistants ? D'autant qu'ici les destructions liées aux séismes, dont le dernier, celui du 27 février 2010, fut particulièrement violent, soulignent les inégalités sociales¹¹ (les plus pauvres

10 Par exemple, le *Plan Regulador Metropolitano de Concepción* de 2002.

11 Concepción est l'une des agglomérations du Chili où le taux de pauvreté figure parmi les plus élevés de tout le pays.

sont les plus vulnérables) et font rejouer de profondes fractures au sein de la société comme de ses espaces¹².

4.1 Quand les fractures du sol redessinent celles de la société

De fait, la vulnérabilité à l'événement sismique et aux tsunamis, particulièrement aiguë dans cette région du Chili, revêt une acuité différentielle en fonction des configurations localisées de l'espace social. Ainsi, la pauvreté et les différences de revenus se traduisent dans l'espace urbain par des formes très nettes de ségrégation sociale dont rend compte, en particulier, une grande variabilité de la qualité des habitats (figure 6). Dans ces milieux socialement et architecturalement très contrastés, les catastrophes ou aléas naturels se répercutent de manière très différente selon la position altitudinale des lieux (à l'écart ou non des tsunamis) et la capacité des établissements humains (matériaux et techniques de construction) à résister ou non aux secousses telluriques. Il s'en suit un étonnant jeu de blocs territoriaux où les mouvements du sol, ses fractures physiques, révèlent et exacerbent en quelque sorte les fractures sociales découpant ces mêmes espaces. Ainsi, sur de courtes distances, les quartiers riches affichent souvent une étonnante résistance aux séismes, tandis que tout proches d'eux, les quartiers pauvres cumulent destructions matérielles et pertes humaines. Une telle configuration spatiale d'inégalités devant l'aléa, soulignant et aggravant les fragilités sociales, a pu engendrer en 2010, lors du dernier tremblement de terre de très forte magnitude, un climat d'insécurité et de violence dû en grande part à la rancœur des pauvres, à la fois maltraités par les inégalités socio-spatiales et abandonnés à leur sort par les autorités. Il s'en suivit quelques pillages de magasins et de supermarchés qui provoquèrent une peur sociale s'ajoutant aux difficultés concrètes rencontrées par les gens. En revanche, à l'intérieur de chaque classe sociale d'espace urbain, une indéniable solidarité rapprocha de façon étonnante les habitants, renforçant en quelque sorte la consistance identitaire de ces bulles formées par les quartiers (Musset, 2009 et 2010).

4.2 Discours environnementalistes contradictoires et traces indélébiles du passé

Plus largement, en matière environnementale, à Concepción parviennent comme ailleurs le discours et les mesures internationales visant à accréditer les thèses du développement durable, puis à le promouvoir sur le terrain. Les acteurs locaux s'appliquent à répercuter, à l'échelon local de l'agglomération, les grandes décisions mondiales entérinées par les États, soit ces engagements qui définissent aujourd'hui de nouvelles normes de respect de l'environnement. Cependant,

12 Dès les années 1950, à Concepción et à Talcahuano, bien avant encore dans les bassins charbonniers de Coronel et de Lota (dès le XIX^e siècle) ou chez les ouvriers du textile de Tomé (installation d'un parti démocrate), l'accumulation des problèmes sociaux a pu susciter, avec l'appui des milieux intellectuels de l'université, la formation de partis révolutionnaires, à l'image du MIR, très actif pendant l'Unité Populaire, dont nombre de ses militants furent assassinés par le régime de Pinochet.

les imaginaires environnementaux frappent toujours, dans la société locale et régionale, par leur extrême variété. Pour les pêcheurs de Talcahuano, d'origine amérindienne, les représentations sociales de l'environnement s'inscrivent dans un rapport à la nature quasi-animiste, une écologie humaine en acte. Pour les entrepreneurs et pour la majorité de la population comme pour la plupart des édiles, le discours environnementaliste n'est guère qu'un vernis ; il ne modifie pas des pratiques souvent peu soutenables. Pour les promoteurs immobiliers, il s'agit de vendre du « vert », des lotissements aux maisons individuelles chères et pourtant bien médiocres, édifiées dans des zones de marais drainés rappelant, slogans à l'appui, un paysage paisible et rustique de canaux hollandais.

Dans les faits et derrière les mots, la planification de l'espace reste toujours aussi peu efficace et l'environnement ne résiste pas à l'assaut des innombrables intérêts et comportements d'une population que l'ambiance affairiste des quarante dernières années a fortifiée dans son individualisme prédateur. Ainsi, au sud de la baie de Concepción et à l'est de Talcahuano, la zone humide des marais de *Rocuant* et de la basse vallée du *rio Andalién* a vu sa superficie régresser de près de 20 % au cours de la première décennie de ce nouveau millénaire. Pour l'essentiel, et malgré le discours environnementaliste, ce sont les intérêts liés à la création de la nouvelle plateforme logistique, comme à l'installation de lotissements privés réputés « verts » qui expliquent ce recul d'une riche réserve de biodiversité.

Un nœud de contradictions, sans doute plus violentes que par le passé, résulte de cette situation. C'est que les traces de l'histoire urbaine restent puissantes. De ce fait, les logiques d'une croissance fondée sur le progrès procuré par le développement industriel et l'exploitation des ressources naturelles, tels que définis au cours du dernier demi-siècle, n'ont guère battu en retraite. Quelle que soit, par ailleurs, l'hégémonie du discours désormais obsédant sur l'environnement et sur le développement durable, une autre forme de quasi-pensée unique est présente à Concepción. C'est celle d'une adhésion à peu près générale aux vertus de la mondialisation et du libéralisme. Comme partout au Chili, les mots d'ordre du développement soutenable font surtout recette, ici, lorsque les mesures prises en son nom viennent au secours de l'économie d'exportation, attestant qu'elle respecte les normes environnementales fixées par la réglementation internationale.

Au total, la métropolisation qui se déploie dans l'agglomération régionale du Grand Concepción reflète des contradictions qui révèlent la vigueur des traces, idéologiques et concrètes, laissées par l'histoire. La métropole en formation demeure en effet un pôle d'industries lourdes peu économe de son espace. La seule différence, par rapport au passé, tient à ce que la société est désormais consciente de la valeur environnementale des ressources naturelles consommées et des risques encourus du fait de la mauvaise gestion de ces espaces fragiles. Mais n'est-ce pas là un facteur objectif de crise sociale, plus que d'aspiration sincère à la formulation d'un nouveau contrat territorial ? Quoi qu'il en soit, expression du libéralisme qui s'inscrit sans partage dans l'espace urbain, la métropolisation en cours débouche sur sa fragmentation.

Outre que cette parcellisation extensive de l'espace métropolitain bénéficie (et ceci depuis la dictature) de la libre disposition du foncier selon les lois du marché, elle valide aussi des choix spéculatifs de distinction résidentielle. Or, on sait que ceux-ci sont facteurs d'aggravation des inégalités sociales et environnementales (exposition inégale aux risques), de fracture socio-spatiale et de gaspillage écologique. Preuve de cette cristallisation spatiale des inégalités sociales, on assiste, depuis 2002, au glissement progressif de la population la plus favorisée du centre de la conurbation vers ses périphéries. C'est en particulier le cas de celles du sud où ont vu le jour de nouveaux quartiers fermés (*barrios cerrados*) et hautement privilégiés, comme Lomas de San Andres, de San Sebastian y de San Pedro, etc. (figure 6).

Ajoutons que l'image ancienne, mais toujours vivante de la Cité-État, vient en renfort d'une métropolisation centrée sur Concepción et ouverte à l'international. Concepción demeure en effet la référence de centralité pour toutes les unités urbaines aux fonctions plus ou moins spécialisées (industrie, activités portuaires, résidence) qui gravitent autour d'elle dans une figure fluide et mobile de métropolisation régionale, d'extension limitée. La dynamique vivante de l'agglomération *penquista* intègre de la sorte, dans son mouvement actuel, les traces tant concrètes (spatiales) qu'idéologiques (mentales et sociales) des matrices historiques et géographiques qui l'ont précédée.

Conclusion

Ainsi, une nouvelle idéologie environnementaliste, confortée par une instance politique plus démocratique, malgré l'absence de représentation électorale métropolitaine, mais non moins libérale et vecteur d'individualisme que naguère, s'installe au sein de l'aire métropolitaine en cours de construction de Concepción (AMC). L'économie locale tire désormais une grande part de ses gains de la production des logements dans toute l'aire métropolitaine. En multipliant les segments offerts à la clientèle, la promotion immobilière accroît en effet, depuis quelques années, ses marges de profit. Une solide économie résidentielle se superpose aux édifices encore très actifs des séquences productives héritées de la ville industrielle et de l'exploitation effrénée des ressources naturelles. Elle reflète l'avènement de l'ère de la consommation de masse, favorisée par la multiplication des équipements commerciaux, de services et de transport à l'échelle métropolitaine. Elle témoigne aussi des progrès de la classe moyenne au sein de la société *penquista*. La forme d'instance géographique produite par ce système du marché généralisé met l'accent sur une métropole de taille très moyenne, territorialement ouverte et fluide, plus tournée vers les horizons maritimes (*Gateway City*) que vers l'intérieur du pays. En effet, les petits centres intérieurs de Chillàn et de Los Angeles se situent déjà dans l'axe d'aspiration de Santiago, via un sillon central chilien doté d'équipements autoroutiers et ferroviaires (figure 3).

Dans ces conditions, Concepción tisse autour d'elle, avec une certaine constance, une instance géographique de Cité-État quasi maritime. Celle-ci se caractérise de tout temps par une grande perméabilité aux modes de production importés. Il convient d'observer que ces derniers ont toujours bénéficié, ici, du renfort d'idéologies puissantes, elles-mêmes venues d'ailleurs, reflétant, selon les époques, des imaginaires du développement très tranchés, souvent portés à leur paroxysme : mercantilisme, polarisation économique étatique s'appuyant sur le fordisme, néolibéralisme sauvage, durabilité et globalisation. Le tissu des pouvoirs localisés s'avère l'instance faible au sein de l'aire ou formation socio-spatiale métropolitaine. Il faut sans doute voir dans cette limite le poids constant du centralisme chilien et, en retour, la médiocre aptitude de la société locale/régionale à générer un système politique autonome, original et solide.

Au total, si la métropole régionale participant à sa mesure au monde de la globalisation contemporaine porte les traces persistantes de la Cité-État coloniale et postcoloniale, son espace enregistre plus d'une discordance et plus d'une rupture. Deux au moins méritent notre attention.

L'une concerne des formes de ségrégation résidentielle que surligne une fragilité aux aléas de la nature variant en fonction des catégories socio-spatiales. Le risque sismique, du coup, tend à opposer ces classes, tout en les solidarisant, chacune, de l'intérieur. Hérités de l'histoire, particulièrement de celle qui a résulté de l'étape du développement industriel de l'après-guerre ou de l'économie charbonnière d'antan (pour les municipes du sud), ces clivages sont exacerbés depuis l'avènement du régime ultralibéral et mondialiste qui a commencé à voir le jour avec la dictature, au milieu des années 1970. De fait, ce régime a accéléré le tri, plus sévèrement encore que ses prédécesseurs, entre, d'une part, des entrepreneurs et des affairistes avides de réussite, et, d'autre part, des déclassés et autres laissés pour compte d'un développement très inégal. Certes, une classe moyenne plus nombreuse que jadis a bien émergé, mais ses conditions de vie s'aggravent, notamment en raison des coûts considérables que représentent l'éducation, la santé, voire la plupart des services où le secteur public est défaillant.

L'autre rupture, révélée par cet espace métropolitain, se situe entre le discours environnementaliste contemporain, l'intense valorisation des milieux biophysiques qu'il prône, et la réalité d'une occupation de l'espace toujours marquée par les règles et habitudes d'un passé où le couple progrès – développement niait la nature. Quelques ajustements se discernent peut-être entre ces formes encore bien contradictoires de rapports de la société à l'espace : les documents de planification urbaine et régionale, même médiocrement respectés, ne s'efforcent-ils pas de concilier les héritages et l'actualité des exigences de durabilité pour lesquelles militent certains acteurs de l'aménagement métropolitain ? Ce constat manque pourtant encore d'évidence et, de toute façon, il reste que la question sociale, à la

fois mise en scène et aggravée par les spatialités inégales que nous avons décrites, revêt une acuité toujours aussi forte.

Laboratoire ADES
UMR 5185 du CNRS
Maison des Suds
12, esplanade des Antilles
33607 PESSAC Cedex – France
ealiste@uchilefau.cl ; g.dimeo@cnrs.fr ; raoulguer
@hotmail.com

Bibliographie

- Aliste Almuna E. (2013), *Démarche historique environnementale du développement dans la ville industrielle de Concepción (Chili), 1950-2012. Du développement au développement durable*, thèse de doctorat, dir. A. Musset, Paris, EHESS.
- Aliste Almuna E., Almendras Varela A., Contreras Alonso M. (2012), « La dinámica del territorio en la conurbación Concepción-Talcahuano », *Revista de Geografía Norte Grande*, 52, p. 5-18.
- Aliste Almuna E., Contreras Alonso M., Sandoval Manrique V. (2012), « Industrialización, desarrollo y ciudad : transformaciones en la geografía social del Gran Concepción (1950-2010) », *Revista Invi*, vol. n° 27, p. 21-71.
- Aliste Almuna E., Almendras Varela A. (2010), « Trayecto territorial de la conurbación Concepción – Talcahuano : industria, asentamientos humanos y expresión espacial del desarrollo, 1950-2000 », in Pérez et Hidalgo, p. 123-149.
- Borde J., Santana R. (1980), *Le Chili, la terre et les hommes*, Bordeaux, Éditions du CNRS.
- Casanova Vidal P. (2011), *Geohistoria del concepto de desarrollo en el Gran Concepción : testimonios urbanos de medio siglo en la configuración territorial de la ciudad*, Universidad de Chile, Facultad de Arquitectura y Urbanismo, Escuela de Geografía, 76 pages ronéotées.
- Di Méo G., Buléon P. (2005), *L'espace social*, Paris, Armand Colin.
- Di Tella T., Brams L., Reynaud J.-D., Touraine A. (1966), *Huachipato et Lota. Étude sur la conscience ouvrière dans deux entreprises chiliennes*, Paris, Institut de recherches sociologiques de l'Université du Chili, Éditions du CNRS.
- Guerrero R. (2013), *El ocaso de una sociedad campesina*, Concepción, CEUR, Universidad del Biobío.
- Guerrero R. (2002), « El alcalde actor social y territorial. Encuesta en la Región del Biobío », Concepción, *Estudios Regionales*, n° 22, CEUR, Universidad del Biobío.
- Guerrero R. (2000), *Las Cincuenta y dos Puertas de la Octava Región. Las comunas del Perquillauquén al Renaico*, Concepción, CEUR, Universidad del Biobío.
- Guerrero R. (1997), « La lógica de las Dinámicas Desarticuladoras en la Octava Región », Concepción, *THEORIA*, vol. 6, Universidad del Biobío, p. 9-22.
- Hernández H. (1983), « El Gran Concepción : desarrollo histórico y estructura urbana. Primera parte. Génesis y fundación. De las fundaciones militares a la conurbación industrial », *Informaciones Geográficas*, p. 47-70.
- Hidalgo R., De Mattos C., Arenas F. (2009), *Chile : del país urbano al país metropolitano*, Santiago, Pontificia Universidad Católica de Chile.
- Lussault M. (2013), *L'Avènement du Monde*, Paris, Le Seuil.
- Mazzei De Grazia L. (1991), *Sociedades comerciales e industriales y economía de Concepción 1920-1939*, Santiago, Éd. Universitaria.

- Mazzei de Grazia L., Pacheco A. (1985), *Historia del traslado de la ciudad de Concepción*, Concepción, Éd. de la Universidad de Concepción.
- Musset A. (2009), *¿Geohistoria o geoficción? Ciudades vulnerables y justicia especial*, Medellín, Editorial Universidad de Antioquia.
- Musset A. (2010), « Vulnerabilidad social, justicia espacial y resiliencia. Concepción, Chile, entre dos terremotos (1751- 1835) », in *Ciudad, sociedad y justicia : un enfoque espacial y cultural*, Mar del Plata, EUEM, Universidad Nacional de Mar del Plata, p. 31-64.
- Pacheco A. (1997), « Historia de Concepción Siglo XX. », *Cuadernos del Biobío*, Universidad de Concepción.
- Pérez L., Hidalgo R., (ed.) (2010), « Concepción metropolitana, evolución y desafíos », Concepción, Editorial Universidad de Concepción, *SERIE GEOlibros* n° 14.
- Perroux F. (1955), « Note sur la notion de pôle de croissance », *Économie appliquée*, Paris, n° 8, p. 307-320.
- Reynaud A. (1981), *Société, espace et justice*, Paris, PUF.
- Romero H., Vásquez A., Riveros S. (2005), « Sustentabilidad del desarrollo urbano del Gran Concepción : efectos ambientales del crecimiento urbano 1975-2001 », *Actas XXVI Congreso Nacional y XVI Congreso Internacional de Geografía*, Santiago, Sociedad Chilena de Ciencias Geográficas.
- Rossignol J. (2007), *Chilenos y mapuches a mediados del siglo XIX. Estudios históricos*. Prólogo de R. Guerrero, Concepción, Ediciones Universidad del Biobío.